



Les Métiers de l'Alimentation
Membre fondateur UPA

Flash infos

n°303 – 1^{er} juillet 2016

Les Métiers du Goût - Le Goût du Métier



Commission des Affaires sociales de l'UPA

Les membres de la Commission sociale de l'UPA se sont réunis le 15 juin. A l'occasion de cette réunion, un échange a eu lieu sur le Compte personnel de prévention de la pénibilité-C3P afin de faire un point sur l'état d'avancement des travaux d'élaboration des référentiels dans les branches. Il a été constaté que plusieurs branches avaient engagé des travaux mais qu'aucun référentiel n'était finalisé et aucun accord paritaire signé. Les membres de la Commission ont proposé qu'une nouvelle démarche soit engagée par l'UPA auprès du Gouvernement pour demander le report au 1^{er} juillet 2017. Un point a également été fait sur la réforme de la médecine du travail envisagée dans le projet de loi El Khomri, les membres soulignant les conséquences qu'aurait la mesure en matière de responsabilité des chefs d'entreprise. Enfin, un échange a eu lieu au sujet du projet de nouvelle organisation du recouvrement des cotisations sociales des travailleurs indépendants.

Conseil National de l'UPA

Le Conseil National de l'UPA s'est réuni le 16 juin. Les membres du Conseil ont fait un point sur les déplacements du Bureau en région dans le cadre de la préparation des Elections aux Chambres des métiers et de l'artisanat et ont souligné l'intérêt de ces rencontres avec les représentants dans les territoires. Ils ont par ailleurs examiné l'évolution des projets de loi El Khomri et Sapin II et souligné la forte mobilisation autour du sujet de la qualification, insistant sur la nécessité de maintenir la pression sur le dossier. Concernant l'assurance chômage, les membres du Conseil ont regretté l'échec de la négociation et appelé à réformer en profondeur le système actuel.

Section « mutations du commerce et nouveaux usages clients »

La seconde réunion de la section sur les mutations du commerce, section mise en place au sein de la Commission de concertation du Commerce (3C), s'est tenue le 17 juin. Une présentation d'AchatVille.com a été faite par un représentant de CCI France. Des professionnels des métiers de bouche sont entrés dans ce dispositif.

Les questions du numérique ont été ainsi de nouveau débattues au sein de la section.

COFIL du projet de lutte contre le gaspillage alimentaire

La CGAD a réuni, le 20 juin, son comité de pilotage dans le cadre de son projet d'étude sur la lutte contre le gaspillage alimentaire. Lors de ce copil a été fait un point sur l'enquête quantitative qui a été menée auprès de métiers de bouche notamment en Ile de France et sur les diagnostics réalisés dans 16 entreprises franciliennes. Les résultats de ces enquêtes vont permettre l'élaboration d'outils de sensibilisation des professionnels et de leur clientèle sur ce sujet.

Groupe de travail « Défi vert »

Le groupe de travail dédié à la transition écologique du contrat de filière alimentaire s'est réuni le 21 juin.



La CGAD a présenté les résultats de l'étude qu'elle a menée et intitulée « *Logistique urbaine et qualité de l'air : analyse du parc des moyens de transport utilisés par les professionnels d'Ile de France des métiers de l'alimentation, expertise des besoins des entreprises et préconisations* ».

Mise en place de l'Observatoire du commerce dans les zones touristiques internationales

Sous la présidence d'Emmanuel MACRON et de Myriam EL KHOMRI l'Observatoire du commerce dans les zones touristiques internationales (ZTI) s'est réuni pour la première fois le 21 juin. La CGAD est membre de cet Observatoire qui aura notamment pour missions de mesurer les effets de la mise en place de ces nouvelles zones, sur le commerce, l'activité économique et l'emploi. Une enquête trimestrielle doit être lancée prochainement auprès de tous les commerces situés dans ces ZTI et hors de ces zones pour suivre l'évolution de l'activité économique. La CGAD a demandé qu'une attention particulière soit portée à l'évolution du prix du foncier et que l'impact des ZTI sur l'ensemble des emplois soit mesuré, en tenant compte des salariés mais aussi des non-salariés.

Commission des affaires économiques CGAD

Le 22 juin, s'est réunie sous la présidence de Christel TEYSSEBRE la commission des affaires économiques de la CGAD. Cette réunion était entièrement consacrée au thème de la médiation de la consommation et plus particulièrement l'examen d'un projet de convention avec Medycis, plateforme de médiation mise en place par la chambre nationale des huissiers de justice. La CGAD et les confédérations qui le souhaitent signeront cette convention cadre qui a pour objectif de proposer aux professionnels un système de médiation, simple, fiable et accessible financièrement. Il faut rappeler que les professionnels ont l'obligation de désigner depuis le 1er janvier 2016, un médiateur de la consommation agréé, pour les litiges qui peuvent avoir lieu avec leurs clients consommateurs.

Conseil d'Administration de l'Observatoire Prospectif des Métiers et des Qualifications dans les Métiers de l'Alimentation et réunion de la Plateforme

Les membres du Conseil d'administration de l'Observatoire prospectif des métiers et des qualifications dans les métiers de l'alimentation se sont réunis le 22 juin.

A l'occasion de cette réunion, ils ont validé les comptes 2015 et examiné les projets d'actions pouvant être mis en œuvre en 2016-2017 au sein de l'Observatoire mais également au niveau de la plateforme, soulignant en particulier l'intérêt de poursuivre les travaux sur les études statistiques et de travailler sur le CPF, l'impact du numérique et l'alternance. Les échanges sur les travaux collectifs ont eu lieu le 29 juin en réunion plateforme.

CCNA

Le comité de concertation normalisation artisanat s'est réuni le 23 juin. L'AFNOR a présenté son outil web permettant de suivre les travaux de normalisation : <http://norminfo.afnor.org/>.



Les Métiers du Goût - Le Goût du Métier



Une cartographie des documents normatifs relatifs à l'économie circulaire a également fait l'objet d'une présentation par les services de l'AFNOR.

Brochure de l'Ademe sur l'alimentation durable

La CGAD a participé au groupe de travail organisé le 23 juin par l'Ademe en vue de la rédaction d'une brochure dédiée aux acteurs de la filière alimentaire sur l'alimentation durable. La CGAD a veillé à ce que la rédaction soit équilibrée entre les exigences de transition écologique prônées par l'Ademe et les capacités ou les réalités des TPE alimentaires à les mettre en oeuvre.

Comité de Pilotage de la fête de la gastronomie

Le 23 juin s'est réuni le COPIL de la fête de la gastronomie qui se tiendra cette année les 23, 24 et 25 septembre prochains. Le thème de cette année est « *les cuisines populaires* ». Eric ROUX, fondateur de l'observatoire des cuisines populaires est le parrain de cette nouvelle édition.

Assemblée générale et Conseil d'administration du FAFCEA

Une réunion des membres du Conseil d'administration du FAFCEA s'est tenue le 23 juin.

Un point sur la collecte 2016 et sur la situation financière 2016 ont notamment été faits. Il a été relevé une réelle dynamique dans le départ en formation des chefs d'entreprise. Les comptes annuels 2015 ont été approuvés. Les membres du Conseil d'administration ont fait également un point sur la mise en place du système d'information du FAFCEA.

Réunion sur la lutte contre le gaspillage alimentaire

La DGAL a réuni les parties prenantes de la lutte contre le gaspillage alimentaire le 24 juin, afin de réfléchir à une version 2 du Pacte de lutte contre le gaspillage alimentaire mis en place en son temps par Guillaume Garot. Ce fut l'occasion également pour l'Ademe de présenter sa dernière étude en la matière. La CGAD est intervenue pour demander que ce nouveau Pacte soit en cohérence avec toutes les initiatives qui fleurissent un peu partout et que les objectifs ne reposent pas que sur des mesures et des indicateurs chiffrés qui ne sont pas réalisables dans les métiers de bouche du fait du nombre élevé d'entreprises et de la diversité des pratiques en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Enfin, contrairement aux associations caritatives, la CGAD s'est opposée à ce que le modèle de convention en cours d'élaboration pour répondre aux exigences de don de la loi de lutte contre le gaspillage alimentaire soit inscrit dans un texte réglementaire.

CNTE

Le conseil national de la transition écologique s'est réuni le 27 juin. A cette occasion a été présentée succinctement la feuille de route gouvernementale suite à la conférence environnementale 2016 qui est en cours de validation par Matignon. Un état d'avancement de la mise en musique de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte a été fait.

Enfin deux avis du CNTE ont été adoptés, l'un concernant l'autorisation



Les Métiers de l'Alimentation
Membre fondateur UPA

Les Métiers du Goût - Le Goût du Métier



environnementale et des procédures de simplification, l'autre lié à la Défense.

Groupe de travail cartes et paiements innovants

Dans le cadre du Comité national des paiements scripturaux, le groupe de travail mis en place sur les cartes et paiements innovants s'est de nouveau réuni le 28 juin. Le questionnaire d'enquête qui doit être prochainement transmis aux entreprises a été affiné par les membres du groupe de travail. Il a été indiqué que des outils avaient été mis en place à l'attention des professionnels afin de mieux connaître les modalités du paiement sans contact.

GT Social de la CGAD

Les membres du Groupe de travail social de la CGAD se sont réunis le 30 juin. L'objectif était de faire un point sur le dossier de la représentativité patronale afin d'échanger sur sa mise en œuvre dans les branches. Il a été rappelé qu'à ce stade le calendrier de dépôt des dossiers n'était pas modifié et qu'en conséquence il était essentiel que les syndicats départementaux se mobilisent pour faire remonter les informations au sein de leur Confédération respective (nombre d'adhérents précis, nombre de salariés associés, ...). Un point a également été fait sur le C3P et plus précisément sur les travaux relatifs à l'élaboration des référentiels. La plupart des organisations ont engagé des travaux afin de conduire un diagnostic dans le champ professionnel et d'analyser quels facteurs de pénibilité concernent la profession et d'estimer si le seuil fixé est dépassé. Certaines branches ont lancé les travaux de réalisation d'un référentiel.